



Les femmes syriennes et le conflit

Maya Alrahabi

Directrice exécutive du centre d'études féministes Moussawa (Syrie)

La participation des femmes syriennes à la politique a commencé au début du XX^e siècle, lorsqu'elles ont participé à la lutte secrète contre l'oppression ottomane, puis à la lutte contre le mandat français sur la Syrie. Elles ont créé de nombreuses associations pour défendre les droits des femmes et encourager leur participation dans la sphère publique. La Syrie fut représentée par une femme syrienne aux Nations unies en 1940.

Après l'indépendance en 1946, les femmes ont milité dans les partis politiques et pris part aux manifestations pour réclamer le droit de vote, qu'elles ont obtenu en 1949. Elles ont ensuite obtenu le droit de se présenter aux élections législatives en 1953. Cependant, ce processus prometteur s'est arrêté lorsque le parti Baas a pris le pouvoir en Syrie en 1963, et a établi le régime autoritaire, totalitaire et à parti unique, qui s'est aggravé après le coup d'État de Hafez Al Assad qui l'a porté au pouvoir en 1970. Le régime d'Assad a interdit les partis d'opposition et les organisations de la société civile.

Dans les années 1980, sous prétexte de vaincre le mouvement des Frères musulmans, le régime de Hafez Al Assad a porté un coup sévère à la laïcité nationale et aux mouvements de gauche en général.

Dans les années 1980, un groupe de femmes militantes politiques, en particulier des membres de partis communistes, ont été arrêtées et torturées. Elles ont passé de nombreuses années en détention.

D'autre part, le régime oppressif a tenté de projeter une image positive au monde. Chaque formation de cabinet comprenait 30 ministres, dont une ou deux femmes, et environ 12 % des membres du parlement étaient des femmes nommées lors d'élections échelonnées. L'exigence de nomination était toujours la loyauté plutôt que l'efficacité. Aucune des femmes députées du parlement ne contribuait à la défense des droits des femmes.

Le régime a signé en 2002 la Convention CEDAW sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes dans le but de blanchir son image aux yeux du monde, mais il a émis des réserves sur nombre de ses articles, y compris l'article 2, pour justifier son incapacité à modifier l'un des articles discriminatoires à l'égard des femmes dans la Constitution et la loi. En 2008, toutes les femmes députées au parlement ont voté pour le maintien des réserves concernant la Convention CEDAW.

Bashar Al-Assad est devenu le dirigeant de la Syrie après la mort de son père en 2000. Au cours de la première année de son règne, il a promis de libérer la sphère publique et d'accepter les voix contraires, ce qui a encouragé les militants civils et politiques à se mobiliser : un mouvement appelé plus tard "Printemps de Damas" est né, auquel les femmes ont effectivement participé. Le printemps n'a pas duré longtemps. Le régime a arrêté de nombreux participants à ce mouvement pacifique, notamment Fida Hourani, la présidente de la "Déclaration de Damas".

En mars 2011, la révolution syrienne a commencé dans le cadre du "Printemps arabe". Les femmes ont participé activement à des manifestations pacifiques dans toutes les villes et villages syriens, réclamant la liberté, la justice et la dignité. Elles ont également participé et occupé des postes de direction dans les organisations révolutionnaires. Les femmes activistes ont été arrêtées par le régime et ont subi toutes les formes de torture, certaines sont mortes sous la torture (il existe 62 cas documentés de femmes activistes tuées sous la torture), d'autres ont été condamnées par les tribunaux dits antiterroristes et ont passé des années en prison.

Certains militants ont disparu et leur sort est toujours inconnu. Certaines militantes ont fui la Syrie, tout comme d'autres militants politiques et civils. Elles travaillent désormais depuis les pays voisins ou en diaspora.

Le nombre de détenus dans les prisons du régime est estimé aujourd'hui à 8000 femmes et 250 filles. Les manifestations pacifiques se sont transformées en conflit armé entre le régime et les révolutionnaires. De nombreuses puissances régionales et internationales sont intervenues. Les factions terroristes, qui se sont infiltrées en Syrie, ont pratiqué la violence contre les femmes autant que le régime. Pendant cette période, les femmes ont été utilisées comme otages par toutes les parties pour échanger des prisonniers, et le viol a été utilisé comme une arme pour intimider et humilier l'adversaire.

Les militantes syriennes qui ont fui la Syrie ont créé de nombreuses organisations de femmes et de féministes pour l'aide, l'émancipation des femmes et l'appel à une participation politique effective des femmes. La révolution a permis un saut qualitatif dans la vie des femmes et un changement complet dans leur vie et a encouragé nombre d'entre elles à devenir des militantes civiles et politiques.

Malgré les différences radicales entre les deux comités de délégation du régime et de l'opposition, ils ne se sont mis d'accord que sur une seule chose : la marginalisation des femmes. La présence des femmes dans la délégation du régime est, comme elle l'a toujours été, une formalité. Malgré les efforts déployés par les militantes pour assurer la représentation des femmes dans la délégation de l'opposition, il n'y avait pas plus de 5-6 représentantes sur 36.

La communauté internationale a tendance à stéréotyper les femmes comme des victimes de guerre qui recherchent la paix à tout prix. Même si le prix à payer est le maintien au pouvoir de régimes oppressifs sur des personnes qui subissent d'horribles injustices.

La paix que nous, en tant que féministes et militantes politiques, recherchons doit être juste et durable. Cela ne peut être réalisé que par des régimes démocratiques modernes et laïques, par la

responsabilisation et par la garantie d'un retour sûr et volontaire pour toutes les personnes déplacées et les réfugiés, en tenant compte des droits des femmes pendant leur retour et pendant la phase de reconstruction.

Pas de droits pour les femmes sans paix et démocratie. Les femmes ne pourront jouir de leurs droits qu'en arrêtant la guerre et en établissant un État laïque démocratique moderne, un État de justice et de droit, fondé sur le principe de l'égalité des citoyens. L'histoire a montré que la participation des femmes au rétablissement de la paix, tant au niveau local qu'international, a permis d'instaurer une paix effective et durable.

Si nous voulons vraiment comprendre la situation des femmes dans le monde entier, nous devons nous pencher sur le système capitaliste patriarcal mondial, reflété dans la structure des Nations unies, qui est contrôlé par la volonté des puissances capitalistes mondiales représentées par les membres du Conseil de sécurité, dont l'une peut priver des peuples entiers de leur liberté, de leurs droits et de leur autodétermination. Le système patriarcal capitaliste international a décidé après la Seconde Guerre mondiale de remplacer les guerres directes entre les grandes puissances par des guerres par procuration sur la terre des peuples marginalisés et opprimés, pour continuer à dominer le monde et la vente d'armes, la destruction de l'environnement et la privation de groupes marginalisés, parmi lesquels des centaines de millions de femmes, y compris des femmes du monde occidental (comme le refus du droit à l'avortement en Alabama, par exemple). Elle se termine par le meurtre, le déplacement et la privation des femmes de leurs droits les plus fondamentaux.

Le système capitaliste patriarcal soutient les régimes autoritaires du Tiers-Monde, qui accordent à leur population restante le contrôle nécessaire pour mettre en œuvre les politiques des grandes puissances.

Nous continuerons à lutter, en tant que militantes féministes, contre toutes les formes de despotisme politique, patriarcal et religieux, jusqu'à l'obtention de la liberté, de la justice et de l'égalité, en coopérant avec tous les mouvements féministes et toutes les forces libres du monde qui réclament la liberté et la justice pour tous les peuples de la terre.